

Arrêté préfectoral n° 269-DDPP-22 portant mise en demeure

La Préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1er du livre V ;
Vu le code de l'environnement, livre II, notamment ses articles R. 214-112 à R.214-128 ;
Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6, L. 214-18 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
Vu la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées ;
Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n°49-DDPP-17 du 31 janvier 2017 portant réalisation d'une étude d'impact et d'une étude de dangers sur l'ancien site des Bois Noirs Limouzat ;
Vu l'arrêté préfectoral n°50-DDPP-17 du 31 janvier 2017 portant actualisation réglementaire de l'ancien site des Bois Noirs Limouzat au titre de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'étude d'impact d'Orano Mining du site des Bois Noirs Limouzat, établie par Arcadis, datée du 15 décembre 2018 ;
Vu le rapport et les propositions en date du 17/05/2022 de l'inspection des installations classées de la DREAL ;
Vu la consultation d'Orano Mining sur le projet d'arrêté par courrier recommandé du 20/05/2022 ;
Vu l'absence d'observation émise par Orano Mining sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDERANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 49-DDPP-17 du 31 janvier 2017 prescrit à ORANO la remise d'une l'étude d'impact comportant une étude hydrogéologique permettant d'identifier les masses d'eau (souterraines et de surface) situées en aval hydraulique du site et leurs interactions avec les travaux miniers notamment souterrains et les stockages de déchets et de résidus ;
CONSIDERANT que l'étude d'impact visée ci-dessus ne comporte pas d'étude hydrogéologique visée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 49-DDPP-17 du 31 janvier 2017 ;
CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – La société Orano Mining, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Saint-Priest-la-Prugne, site des Bois Noirs du Limouzat, est mise en demeure de respecter sous 9 mois à compter de la réception du présent arrêté les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 49-DDPP-17 du 31 janvier 2017 susvisé.

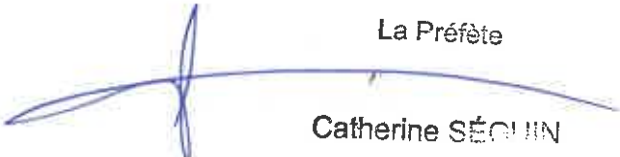
ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Madame le Sous-Préfet de Roanne, Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Madame le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Saint Priest la Prugne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Saint-Étienne, le 14 JUIN 2022

La Préfète
Catherine SÉQUIN



Copie adressée à :

- Sous-préfecture de Roanne
- Inspection des installations classées DREAL Loire
- Archives
- Chrono